



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

de l'Assemblée

Le jeudi 22 avril 2021 — Vol. 45 N° 182

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

2021

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Débats de l'Assemblée nationale

Le jeudi 22 avril 2021 — Vol. 45 N° 182

Table des matières

Affaires courantes

Déclarations de députés	12223
Souligner le travail de l'organisme Passe-r-elle des Hautes-Laurentides	
Mme Chantale Jeannotte	12223
Féliciter trois entreprises de la circonscription de Huntingdon, lauréates du Défi OSEntreprendre	
Mme Claire IsaBelle	12223
Rendre hommage à M. Loïc Bydal, récipiendaire de la Médaille de l'Assemblée nationale	
Mme Marwah Rizqy	12223
Rendre hommage à M. Maurice Duchesneau, nommé Bénévole de l'année de la circonscription de Chauveau	
M. Sylvain Lévesque	12224
Souligner le 40e anniversaire de l'organisme Équijustice Arthabaska-Érable	
M. Eric Lefebvre	12224
Souligner le Jour de la Terre	
Mme Agnès Grondin	12224
Commémorer le 20e anniversaire du Sommet des Amériques	
M. Andrés Fontecilla	12224
Souligner le 150e anniversaire de la municipalité de Piopolis	
M. François Jacques	12225
Dépôt de documents	12225
Réponses à des questions inscrites au feuilletton	12225
Calendrier des travaux de l'Assemblée	12225
Dépôt de rapports de commissions	12225
Étude détaillée du projet de loi n° 74 — Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures	12225
Consultations particulières sur le projet de loi n° 83 — Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire	12226
Dépôt de pétitions	12226
Mettre en place une solution écoresponsable pour le recyclage des masques jetables	12226
Questions et réponses orales	12226
Stratégie pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre	
Mme Dominique Anglade	12226
M. François Legault	12226
Mme Dominique Anglade	12227
M. François Legault	12227
Mme Dominique Anglade	12227
M. François Legault	12227
Mme Dominique Anglade	12227
M. François Legault	12228
Mesures pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre	
M. Monsef Derraji	12228
M. Jean Boulet	12228
M. Monsef Derraji	12228
M. Jean Boulet	12229
M. Monsef Derraji	12229
M. Jean Boulet	12229
Contrat attribué sans concurrence à l'entreprise PetalMD	
M. Gaétan Barrette	12229
Mme Sonia LeBel	12229
M. Gaétan Barrette	12230
Mme Sonia LeBel	12230
Mme Dominique Anglade	12230
M. François Legault	12230

Table des matières (suite)

Orientations gouvernementales en matière d'environnement	
Mme Manon Massé	12230
M. François Legault	12231
Mme Manon Massé	12231
M. François Legault	12231
Mme Manon Massé	12231
M. François Legault	12231
Contrôle sanitaire aux frontières	
M. Joël Arseneau	12232
M. Christian Dubé	12232
M. Joël Arseneau	12232
M. Christian Dubé	12232
M. Joël Arseneau	12233
M. Christian Dubé	12233
Priorisation des groupes à vacciner contre le coronavirus	
Mme Marie Montpetit	12233
M. Christian Dubé	12233
Mme Marie Montpetit	12233
M. Christian Dubé	12234
Mme Marie Montpetit	12234
M. Christian Dubé	12234
Qualité de l'air dans les écoles	
Mme Véronique Hivon	12234
M. Jean-François Roberge	12234
Mme Véronique Hivon	12235
M. Jean-François Roberge	12235
Mme Véronique Hivon	12235
M. Jean-François Roberge	12235
Accès à la propriété	
Mme Marie-Claude Nichols	12235
M. Eric Girard	12236
Mme Marie-Claude Nichols	12236
M. Eric Girard	12236
Mme Marie-Claude Nichols	12236
M. Eric Girard	12237
Mesures pour favoriser l'accès à la propriété	
M. Carlos J. Leitão	12237
M. Eric Girard	12237
Gestion des commentaires sur la page Facebook du premier ministre	
M. Marc Tanguay	12237
M. Simon Jolin-Barrette	12238
Motions sans préavis	12238
Souligner le Jour de la Terre	12238
Mise aux voix	12238
Demander au gouvernement de manifester son désir de contribuer à une hausse mondiale des ambitions climatiques	12239
Mise aux voix	12239
Souligner la Semaine de la formation générale des adultes	12239
Mise aux voix	12240
Souligner la commémoration du génocide du peuple arménien	12240
Mise aux voix	12240
Avis touchant les travaux des commissions	12241
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	12241

Table des matières (suite)

Affaires du jour	12242
Débats de fin de séance	12242
Accès à la propriété	
Mme Marie-Claude Nichols	12243
M. Eric Girard	12244
Mme Marie-Claude Nichols (réplique)	12244
Ajournement	12245

Le jeudi 22 avril 2021 — Vol. 45 N° 182

(Neuf heures quarante et une minutes)

Le Vice-Président (M. Picard) : Bon jeudi. Veuillez vous asseoir, s'il vous plaît.

Affaires courantes

Déclarations de députés

À la rubrique Déclarations de députés, nous débutons avec Mme la députée de Labelle.

Souligner le travail de l'organisme Passe-r-elle des Hautes-Laurentides

Mme Chantale Jeannotte

Mme Jeannotte : Merci, M. le Président. Aujourd'hui, je veux rendre hommage au travail essentiel des employés et des bénévoles de la maison d'hébergement la Passe-r-elle, une ressource-phare implantée à Mont-Laurier depuis 38 ans. Chaque année, la maison vient au secours d'une cinquantaine de femmes et d'enfants fuyant la violence conjugale. En plus de l'hébergement, des services d'aide et de soutien psychosocial offerts 365 jours par année, 24 heures par jour, la Passe-r-elle a développé plusieurs partenariats avec la communauté : protocoles d'entente avec les services de police, formations aux niveaux collégial et universitaire, programme L'amour c'est génial pour promouvoir les relations égalitaires et respectueuses dès le primaire et au secondaire.

Pour Mme Roxane Pronovost, coordonnatrice de la Passe-r-elle, la prévention est une responsabilité collective qui appelle une mobilisation collective, être à l'affût des signes, poser des questions, en parler à nos amis, nos familles, nos collègues. C'est une question de solidarité et de filet social, des valeurs au coeur de notre projet de société. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Nous poursuivons avec Mme la députée de Huntingdon.

Féliciter trois entreprises de la circonscription de Huntingdon, lauréates du Défi OSEntreprendre

Mme Claire IsaBelle

Mme IsaBelle : M. le Président, je désire féliciter trois jeunes entreprises qui ont remporté le Défi OSEntreprendre dans Huntingdon.

À Napierville, dans la catégorie Services aux entreprises du volet Création, l'agence Brio Marketing est la lauréate. Fondée par Britany Augustin-Viguié et Aurélie Giroux, l'agence vise, entre autres, à offrir aux PME des services de visibilité.

À Frampton, dans la catégorie Commerce, le projet en permaculture Au jour le jour de Jamil Azzaoui a été sélectionné. Ce projet respecte les principes du développement durable et de la biodiversité.

À Havelock, dans la catégorie Exploitation, transformation et production, l'entreprise de Construction J.-Lefebvre, de Jeffrey Lefebvre, a été retenue. Expérimenté en construction, M. Lefebvre désire offrir un service plus personnalisé aux clients.

Félicitations à vous trois! Bonne chance dans votre nouvelle entreprise et pour le concours au niveau régional.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Je reconnais maintenant Mme la députée de Saint-Laurent.

Rendre hommage à M. Loïc Bydal, récipiendaire de la Médaille de l'Assemblée nationale

Mme Marwah Rizqy

Mme Rizqy : Merci beaucoup, M. le Président. Il y a des histoires touchantes et des histoires qui nous rendent très humbles face à la vie. Aujourd'hui, j'aimerais vous parler de l'histoire d'un jeune adolescent très, très courageux, un jeune adolescent de 17 ans seulement, Loïc Bydal.

Loïc est atteint du syndrome de Morquio, une maladie dégénérative, mais cela ne l'a pas empêché pour autant de se dépasser et d'obtenir son diplôme d'études secondaires, ce qui fait de lui le tout premier diplômé de l'hôpital pour enfants de Montréal. C'est exceptionnel. Son enseignante le décrit comme quelqu'un, évidemment, de persévérant, autodidacte, et qu'il est assoiffé de savoir.

Cher Loïc, tu es une force de la nature, un exemple de persévérance, de détermination, et c'est un honneur pour moi de t'annoncer aujourd'hui que tu recevras la Médaille de l'Assemblée nationale du Québec pour tous tes efforts, ta résilience. Toutes mes félicitations, cher Loïc! La vie t'appartient.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Je cède la parole à M. le député de Chauveau.

**Rendre hommage à M. Maurice Duchesneau, nommé Bénévole
de l'année de la circonscription de Chauveau**

M. Sylvain Lévesque

M. Lévesque (Chauveau) : Merci beaucoup, M. le Président. Dans le cadre de la Semaine de l'action bénévole, nous avons dévoilé, lundi, le Bénévole de l'année 2021 de Chauveau. Il s'agit de M. Maurice Duchesneau, impliqué dans l'organisme Centre de santé Marie-Paule-Sioui-Vincent.

M. Duchesneau est un homme au grand cœur, qui s'implique activement depuis plusieurs années au sein de la nation huronne-wendat. Bénévole charismatique, M. Duchesneau sait partager sa joie de vivre et sa bonne humeur. Pour lui, s'impliquer ne signifie pas travailler. Rassembleur hors pair, il est toujours prêt à aider pour recruter d'autres bénévoles.

Même en temps de pandémie, M. Duchesneau a continué à s'impliquer dans la parade de Noël 2.0 COVID. Grâce à son implication naturelle, les enfants de la communauté ont pu vivre le dépouillement de l'arbre de Noël à l'extérieur.

M. Duchesneau, «tiawenhk» pour votre dévouement. Et félicitations pour votre titre de Bénévole de l'année dans Chauveau! Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Je reconnais maintenant M. le député d'Arthabaska.

**Souligner le 40e anniversaire de l'organisme
Équijustice Arthabaska-Érable**

M. Eric Lefebvre

M. Lefebvre : Merci, M. le Président. Je désire aujourd'hui souligner les 40 ans de l'organisme Équijustice Arthabaska-Érable, qui oeuvre à développer une justice réparatrice et accessible en invitant la population à s'engager dans la gestion des difficultés vécues en collectivité.

Depuis quatre décennies les employés et les médiateurs bénévoles de l'organisme participent au développement d'une justice porteuse de sens par sa volonté indéniable de contribuer aux méthodes alternatives de règlement de conflit.

Préalablement nommé Pacte Bois-Francs, ce regroupement professionnel, on le doit à une stagiaire recrutant des organismes afin d'accueillir des jeunes qui devaient effectuer des travaux communautaires. Aujourd'hui, c'est un acteur important de la communauté juridique de chez nous.

Je tiens donc, M. le Président, à féliciter la directrice, Michèle Gariépy, ainsi que tous ceux et celles qui gravitent autour d'Équijustice Arthabaska-Érable depuis 1981. Merci de votre engagement.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député d'Arthabaska. Je cède la parole à Mme la députée d'Argenteuil.

Souligner le Jour de la Terre

Mme Agnès Grondin

Mme Grondin : Aujourd'hui, M. le Président, c'est le Jour de la Terre. Au mot «environnement» se colle la crise climatique. Oui, certes, la menace des gaz à effet de serre est réelle et mérite toute notre attention. La transition énergétique est l'enjeu de l'heure, et on investit vers une économie verte.

Aujourd'hui, M. le Président, c'est le Jour de la Terre. Je tiens à saluer la nature et ses services écologiques. Un récent rapport de l'ONU confirme que le quart des espèces sur la terre est menacé de disparaître. Lutter contre l'érosion de notre biodiversité est la raison pour laquelle j'ai eu le courage de faire le saut en politique.

Il existe plusieurs solutions basées sur la nature pour affronter les changements globaux. Avec la pandémie, la nature est un baume pour nos cinq sens. Exploitions donc notre sixième sens. Cultivons notre intelligence intuitive pour épargner dans notre capital naturel.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée. Je reconnais maintenant M. le député de Laurier-Dorion.

Commémorer le 20e anniversaire du Sommet des Amériques

M. Andrés Fontecilla

M. Fontecilla : Merci, M. le Président. De Seattle à Québec, de Gênes à Porto Alegre, les mouvements altermondialistes ont eu un impact réel sur nos sociétés depuis plus de 20 ans.

C'est cette semaine que nous commémorons le 20e anniversaire du Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec en 2001. Nous dénonçons la ZLEA, la Zone de libre-échange des Amériques. Ce traité de libre-échange n'a jamais vu le jour grâce à la mobilisation du Sommet des peuples.

Pour plusieurs militantes et militants, dont je suis, cet événement aura été un marqueur important, un moment-clé de la prise de conscience face à la mondialisation débridée, à la mondialisation du néolibéralisme. Ce que je retiens le plus du Sommet des Amériques, c'est la solidarité entre les peuples et la politisation d'une génération, la prise de conscience qui nous fait dire que ce qui se passe dans un pays du Sud, ça nous concerne tous et toutes.

Les mouvements altermondialistes ne sont pas morts. C'est le mouvement des indignés, le mouvement Occupy, c'est la nouvelle génération qui lutte contre les changements climatiques, c'est Black Lives Matter. La lutte continue parce qu'un autre monde est possible. Merci.

• (9 h 50) •

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Je reconnais maintenant M. le député de Lac-Mégantic.

Souligner le 150^e anniversaire de la municipalité de Piopolis

M. François Jacques

M. Jacques : Merci, M. le Président. Je veux aujourd'hui souligner les 150 ans d'une municipalité de ma circonscription, Piopolis, située sur la rive ouest du lac Mégantic.

Le village a été fondé en 1871 par 14 zouaves pontificaux, récompensés pour leur loyauté envers la papauté. D'ailleurs, Piopolis signifie «ville de Pie» ou «ville du pape», en l'honneur de Pie IX.

À l'origine, le village ne se trouvait pas là où il est situé aujourd'hui. Il a été déplacé près du lac au début du XX^e siècle, pendant l'épisode des maisons nomades. Au fil des ans, ce sont 25 résidences qui ont été déplacées de quelques kilomètres.

Cette municipalité est reconnue parmi les Coeurs villageois des Cantons-de-l'Est. Elle compte aujourd'hui 350 habitants, population qui augmente considérablement à l'été. Nombreux sont ceux qui viennent profiter de ses charmes, dont le quai de Piopolis, la Halte des zouaves et le célèbre Magasin général.

A tous les Piopolissois, je vous souhaite une très agréable année du 150^e anniversaire. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le député. Cela met fin à la rubrique de déclarations de députés. Et je suspends les travaux quelques instants.

(Suspension de la séance à 9 h 51)

(Reprise à 10 h 4)

Le Président : Mmes et MM. les députés, bon jeudi. Nous allons nous recueillir quelques instants.

Je vous remercie. Veuillez vous asseoir.

Nous poursuivons les affaires courantes.

Aujourd'hui, il n'y a pas de déclarations ministérielles ni présentation de projets de loi.

Dépôt de documents

À la rubrique Dépôt de documents, M. le leader du gouvernement.

Réponses à des questions inscrites au feuillet

M. Jolin-Barrette : M. le Président, je dépose les réponses du gouvernement aux questions inscrites au feuillet le 8 mars par la députée de Mercier, le 9 mars par la députée de Saint-Laurent, le 18 mars par les députées de Verdun et de Westmount—Saint-Louis ainsi que le 23 mars par la députée de Marie-Victorin. Merci.

Le Président : Et ces documents sont donc déposés.

Calendrier des travaux de l'Assemblée

Pour ma part, je dépose le calendrier des travaux de l'Assemblée 2021-2022. Y a-t-il consentement pour déroger aux articles 19 et 19.1 de notre règlement concernant le calendrier parlementaire et les semaines de travail en circonscription? Consentement.

Dépôt de rapports de commissions

Nous en sommes à la rubrique Dépôt de rapports de commissions. Je comprends qu'il y a toujours consentement pour que je procède à des dépôts de rapports de commissions.

Étude détaillée du projet de loi n° 74

Donc, je dépose le rapport de la Commission des finances publiques qui, les 20 et 21 avril 2021, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 74, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 10 mars 2020 et à certaines autres mesures. La commission a adopté le texte du projet de loi avec des amendements.

Consultations particulières sur le projet de loi n° 83

Je dépose également le rapport de la Commission de la santé et des services sociaux qui, les 14 et 21 avril 2021, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 83, Loi concernant principalement l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments de certains enfants dont les parents ont un statut migratoire précaire.

Dépôt de pétitions

Nous en sommes à la rubrique Dépôt de pétitions, et je reconnais Mme la députée de Mercier.

Mettre en place une solution écoresponsable pour le recyclage des masques jetables

Mme Ghazal : Merci, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 1 189 pétitionnaires. Désignation : citoyens et citoyennes du Québec.

«Les faits invoqués sont les suivants :

«Considérant que l'environnement est un enjeu important malgré la pandémie;

«Considérant que le port du masque de procédure jetable est une obligation sur nos lieux de travail dans certaines circonstances, conformément aux mesures de prévention de la CNESST;

«Considérant qu'il n'y a pas de façon écologique et locale de disposer des rebuts provenant des équipements de protection individuelle;

«Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

«Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de mettre en place des moyens afin que nous puissions disposer des rebuts de ces équipements de façon écoresponsable et qu'il fasse en sorte que lesdits masques de procédure jetables soient recyclés localement.»

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition. Merci.

Le Président : Et cet extrait de pétition est déposé.

Il n'y a pas de réponses orales aux pétitions ni d'interventions portant sur une violation de droit ou de privilège.

Questions et réponses orales

Nous en sommes maintenant à la période de questions et de réponses orales, et je cède la parole à la cheffe de l'opposition officielle.

Stratégie pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre**Mme Dominique Anglade**

Mme Anglade : Merci, M. le Président. Le premier ministre déclarait, sur la pénurie de main-d'oeuvre, en 2018 : «Quand on me dit que le plus grand défi économique est la pénurie d'employés, je ne suis pas d'accord.» Un an plus tard, le 14 août 2019, alors que le Québec inc. le pressait à trouver des solutions à l'enjeu de main-d'oeuvre, il répondait, le premier ministre, qu'il fallait plutôt améliorer les conditions de travail.

Pour des raisons purement électoralistes, le premier ministre a pris une décision de déni par rapport à l'enjeu de la main-d'oeuvre. Aujourd'hui, on en voit les conséquences. C'est le problème le plus important pour le service à la population et pour les entrepreneurs.

Le résultat de ce déni, M. le Président, ce sont les services à la population qui en prennent pour leur grade. Le résultat de ce déni, ce sont également des entrepreneurs qui sont à bout de souffle, qui tentent de pallier du mieux qu'ils peuvent un manque de personnel. Les postes vacants depuis plus de 90 jours ont monté de 175 %. Le problème ne cesse de s'aggraver. Il faut vraiment arrêter ce dogmatisme par rapport à la situation de la pénurie de main-d'oeuvre.

Est-ce que le premier ministre peut reconnaître, à l'instar des milieux de la santé, de l'éducation, de l'économie, que le principal enjeu auquel on fait face, c'est la pénurie de main-d'oeuvre?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, je suis très content de la question de la cheffe de l'opposition officielle parce que ça va venir démontrer la différence de vision entre le Parti libéral et la CAQ.

M. le Président, selon moi, le plus grand défi qu'on a économiquement, au Québec, c'est de créer plus d'emplois payants. Malheureusement, le Québec a un salaire moyen moins élevé que l'Ontario puis le reste du Canada. Actuellement, sur les 140 000 postes qui sont disponibles, il y en a 30 000 qui sont à des salaires au-dessus du salaire moyen au Québec puis 110 000 qui sont en bas du salaire moyen au Québec. On va tous comprendre que les entreprises aimeraient avoir

110 000 employés moins bien payés. Donc, il y a le bien des entreprises puis il y a le bien des Québécois. Les Québécois, ce qu'ils souhaitent, c'est d'avoir accès à des emplois mieux payés.

Et donc le rôle autant du ministre de l'Emploi, la ministre de l'Immigration, la ministre de l'Enseignement supérieur, c'est de rapidement combler les 30 000 postes. Puis je vous assure, M. le Président, qu'on va y arriver. Tous les postes payants, on va y arriver, les 30 000, on va les combler, que ce soit avec des Québécois ou des immigrants.

Mais il n'y en a pas assez, de postes payants. Donc, c'est dans ce sens-là que je dis : Il y a un écart entre le Parti libéral, qui veut aller chercher du cheap labor à l'extérieur, et la CAQ, qui veut offrir aux Québécois des emplois payants. C'est ça, la différence entre le Parti libéral et la CAQ.

• (10 h 10) •

Le Président : Première complémentaire. La parole n'appartient qu'à la cheffe de l'opposition officielle.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : M. le Président, ce que les Québécois veulent, c'est des services pour leurs milieux de garde, ce sont des infirmières, ce sont des gens dans le milieu de l'éducation. Aujourd'hui, 10 000 éducatrices qui manquent dans notre réseau. Aujourd'hui, 2 700 postes qui manquent dans le domaine de l'éducation. Aujourd'hui, c'est 8 000 postes vacants au niveau de nos hôpitaux. Alors, quand le premier ministre nous dit qu'il veut encourager les emplois payants, je vais lui rappeler que c'est lui qui fixe les règles pour ces emplois-là qui manquent et dont les Québécois ont réellement besoin.

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : Je suis content de voir que la cheffe de l'opposition officielle vient de changer d'idée. Elle est en train de nous dire, là, qu'on a raison de vouloir combler les postes d'infirmières, qui sont bien payés, on a raison de vouloir combler les postes d'enseignants, qui sont bien payés. Mais elle a oublié de nous dire qu'il y a des entreprises qui aimeraient avoir 100 000 employés, là, même s'ils viennent de l'extérieur, pour combler des postes à des salaires en bas de la moyenne. Nous, on préfère augmenter la productivité puis offrir aux Québécois des meilleurs salaires. L'approche libérale, c'est la vieille approche économique.

Le Président : Deuxième complémentaire. Je vous rappelle d'être attentifs. La parole n'appartient qu'à la cheffe de l'opposition officielle.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : Quand je vois le premier ministre, qui est ici, en cette Chambre, depuis 22 ans, nous dire que la vieille approche, c'est le parti ici, j'ai des questions... j'ai de sérieuses questions que je me pose. La réalité, M. le Président, la réalité, c'est que l'enjeu principal, c'est la pénurie de main-d'œuvre. Tout le monde veut des emplois payants, évidemment, tout le monde veut des emplois payants, mais le problème, c'est qu'aujourd'hui on a des pénuries de main-d'œuvre partout qui nuisent aux services à la population, qui nuisent à la croissance de notre économie. Et que fait le gouvernement? On attend encore la réponse.

Où sont les actions concrètes du gouvernement par rapport à cet enjeu?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, les personnes qui ont de l'expérience viennent d'entendre la cheffe du Parti libéral dire : Les vieux ont une vieille approche. M. le Président, ce n'est pas une question d'âge, avoir une vieille ou une jeune approche. Il y a des jeunes qui ont des vieilles approches, qui n'ont pas évolué, qui n'ont pas regardé l'évolution du marché du travail.

Il y a quelques années, on voulait créer des emplois à tout prix. Aujourd'hui, ce qu'on a, c'est un marché de l'emploi qui est à peu près à l'équilibre. On est presque au plein-emploi quand on regarde la situation avant la pandémie. Notre défi, au Québec, c'est de créer des emplois payants. C'est ce qu'on fait.

Le Président : La parole appartient à la cheffe de l'opposition officielle. Je vais tous vous demander encore votre attention, comme on l'a fait depuis quelques jours.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : M. le Président, il y a 15 ans, le premier ministre parlait toujours d'emplois payants. 15 ans plus tard, il en parle encore, d'emplois payants. Qui n'a pas évolué dans son approche?

Aujourd'hui, on a de sérieux enjeux en matière de pénurie de main-d'œuvre. Aujourd'hui, le premier ministre refuse encore de reconnaître que c'est l'enjeu principal. Vous savez, le premier ministre me fait vraiment penser au capitaine

du Titanic, là, qui pense que tout va bien, alors qu'on a de véritables enjeux par rapport à la pénurie de main-d'oeuvre. Ses deux ministres... deux de ses ministres ont décrété qu'il fallait augmenter les seuils d'immigration parce qu'on avait des enjeux. Quand est-ce qu'il va...

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, les faits sont têtus. Lorsque le Parti libéral a quitté le pouvoir, le Québec avait un écart de salaire moyen avec l'Ontario de 9,6 %. Aujourd'hui, on a un écart de salaire de 8,4 %. Donc, on a réussi, le gouvernement de la CAQ, à faire un rattrapage, quelque chose qui n'a jamais intéressé les libéraux. Les libéraux n'ont jamais compris que l'économie avait changé puis que, maintenant, il ne fallait pas à tout prix faire entrer des gens dans le marché du travail à des bas salaires. Notre défi, c'est de créer des emplois payants dans les technologies de l'information, dans les satellites.

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît!

M. Legault : C'est ce qu'on fait, puis c'est ce que le...

Le Président : Question principale. Et, encore une fois, la parole n'appartient qu'à celui qui a la parole. Dans ce cas-ci, c'est le député de Nelligan.

Mesures pour contrer la pénurie de main-d'oeuvre

M. Monsef Derraji

M. Derraji : M. le Président, je me mets à la place du ministre de l'Emploi et je vais commencer à avoir peur des propos du premier ministre, parce que, quand il commence à parler des emplois payants, c'est vrai, il a créé un emploi payant. Vous savez il est où? Chez Investissement Québec, le P.D.G. d'Investissement Québec. Qui a augmenté le salaire d'Investissement Québec?

M. le Président, on parle de services publics. 22 000 postes, 22 000 postes au niveau de la santé. On parle des services de qualité pour la population. Le premier ministre répond d'une manière très hypothétique au marché du travail. La santé, l'éducation, la famille, où ils sont, ces emplois? Qu'avez-vous fait pour répondre à la pénurie de main-d'oeuvre? Trouvez-vous que c'est normal qu'une femme à la Montérégie-Ouest traverse maintenant à Montréal pour accoucher? C'est ça, les services de qualité? Et vous répondez... votre seule réponse, c'est des emplois payants. Je suis gêné, M. le Président, aujourd'hui, gêné d'entendre le premier ministre ne pas reconnaître le fait de la pénurie de main-d'oeuvre.

Des voix : ...

Le Président : Là, vous échangez un peu entre vous, c'est normal. Évitez de le faire trop fort pour qu'on puisse continuer à entendre ce qui est dit, bien sûr. M. le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

M. Jean Boulet

M. Boulet : Merci, M. le Président. Je suis extrêmement intéressé par l'intérêt soudain des libéraux à la pénurie de main-d'oeuvre.

Ceci dit, la pénurie de main-d'oeuvre, elle est efficace... elle est effective, au Québec, depuis une quinzaine d'années, alors que nos prédécesseurs n'ont déposé une stratégie qu'en mai 2018. Je parle souvent avec mon collègue de Nelligan. On a une stratégie, on a un plan d'action, qui a été déposé en septembre 2019, où on s'intéresse à toutes les clientèles éloignées du marché de l'emploi, où on s'intéresse à l'augmentation de la productivité, parce qu'il y a des écarts qui sont préoccupants dans le niveau d'automatisation des entreprises, au Québec, par rapport à l'Ontario et les autres pays membres de l'OCDE.

On s'intéresse aussi à l'intégration, à l'augmentation des taux d'emploi, depuis que nous sommes au pouvoir. En 2019 et 2020, nos mesures d'intégration en emploi ont permis à 138 000 personnes d'intégrer le marché de l'emploi, ce qui fait que le taux d'emploi de plusieurs clientèles sous-représentées est à des niveaux records. Merci, M. le Président.

Le Président : Première complémentaire, M. le député de Nelligan.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Très simple, vous l'avez entendu dans la réponse du ministre de l'Emploi, aucun mot par rapport aux emplois payants et, par l'effet, la pénurie de main-d'oeuvre.

Ça, c'est notre plan, en 2018. Ce n'est pas des mesurette. Ça, c'est le plan de la CAQ : la même chose, copier-coller, M. le Président. Donc, dire, aujourd'hui, qu'on n'a rien fait, c'est faux. La stratégie existe.

M. le Président, c'est très simple, est-ce qu'aujourd'hui le capitaine du navire, du Titanic, va avouer qu'il y a urgence d'agir et déposer un plan ou pas? Il faut agir, M. le Président, et répondre à la pénurie de main-d'oeuvre.

Le Président : Le tableau est correct. Attention aux propos, cependant. Vous le savez, vous avez utilisé un mot qu'on doit éviter d'utiliser sur... Et je vais donner maintenant la parole au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

M. Jean Boulet

M. Boulet : Merci, M. le Président. Le problème avec la stratégie libérale, c'est qu'elle n'a jamais été mise en application. C'est ça, le problème, c'est que nos prédécesseurs ne se sont jamais intéressés à la pénurie de main-d'oeuvre, qui est annoncée par les démographes, par les économistes depuis 2007-2008. Où, dans la stratégie, parlions-nous de requalification dans les secteurs névralgiques à l'économie du Québec, les technologies de l'information, la santé, l'enseignement, la construction? Il est où, le plan libéral? Elles sont où, les idées que vous pouvez partager avec nous? On échange fréquemment, si vous avez des suggestions à faire. Le PARAF, la requalification, donne d'excellents résultats à ce jour. Merci.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député de Nelligan.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Je reviens, M. le Président, aux emplois payants. La Mauricie, M. le premier ministre, la Mauricie, le ministre responsable de la Mauricie, dans sa région, 50 % d'entreprises disent avoir refusé des contrats. Ils disent avoir refusé des contrats pas parce que ce n'est pas des emplois payants, c'est parce qu'il n'y a pas de main-d'oeuvre. Donc, j'aimerais bien que le premier ministre s'adresse à la région du ministre responsable de l'Emploi et leur dise ou qu'il leur demande d'augmenter les salaires ou bien de chercher des travailleurs pour répondre à leurs contrats. Nous sommes rendus à ce que des...

Le Président : M. le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

M. Jean Boulet

M. Boulet : Merci, M. le Président. La Mauricie ne fait pas exception. Dans toutes les régions du Québec, avant la pandémie, il y avait de la pénurie de main-d'oeuvre depuis des années dans tous les secteurs d'activité. On a fait un forum, le 16 octobre dernier, complètement virtuel, tous les partenaires du marché du travail étaient présents : les patrons, les syndicats, le monde de l'éducation, le réseau communautaire. On a fait un consensus, M. le Président, sur ce que nous devions faire pour répondre au défi de la pénurie de main-d'oeuvre après la pandémie. Ça passe notamment par la requalification des chômeurs pandémiques. Il y en a actuellement 300 000, chômeurs, au Québec. Il y a beaucoup de personnes qui se réorientent dans des secteurs payants. Merci, M. le Président.

• (10 h 20) •

Le Président : Question principale, M. le député de La Pinière.

Contrat attribué sans concurrence à l'entreprise PetalMD

M. Gaëtan Barrette

M. Barrette : M. le Président, après Charles Sirois, via PetalMD, la seule personne au Québec qui a un aussi long et lucratif contrat, c'est Carey Price, un contrat plein de contradictions et donc très questionnable. Exemple : en temps normal, avant d'aller en gré à gré, on fait un appel d'intérêt pour voir si plusieurs le font. Il n'y a pas eu d'appel d'intérêt. Selon la Commissaire à l'éthique, le ministre délégué a conclu ce contrat en invoquant l'urgence sanitaire; son ministère et le décret du Conseil des ministres disent le contraire. Dans un comité du 5 août, le ministre réfère à un contrat de 2,9 millions de dollars sur cinq ans; dans le SEAO, c'est 18 sur cinq ans avec possibilité de 36 sur 12 ans. La commissaire a contacté PetalMD pour savoir si Charles Sirois y a été administrateur. Réponse : Non, c'est faux.

Alors, M. le Président, devant tant de contradictions, comment ne pas conclure que le cofondateur de la CAQ, avec le premier ministre et le ministre délégué à la Santé, ne s'enrichit pas grâce à la CAQ?

Le Président : Mme la présidente du Conseil du trésor.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Merci, M. le Président. La très grande différence entre jadis, naguère et aujourd'hui, c'est l'année 2018, où l'Autorité des marchés publics a été mise en place, l'Autorité des marchés publics qui était la première recommandation de la commission Charbonneau. L'Autorité des marchés publics est l'entité indépendante qui est chargée, justement, d'enquêter sur ce genre de contrat.

Maintenant, l'article 25 qui a été utilisé, l'article 25 de la loi sur les contrats publics, est un article qui existe, qui a été voté et qui peut être utilisé par le Conseil des ministres. Les justifications pour l'obtention de ce contrat font partie,

d'ailleurs, des discussions, sont la disponibilité rapide et le seul qui pouvait rencontrer les temps, pour un outil qui est extrêmement important et nécessaire, surtout en ces temps... non pas uniquement, mais surtout en ces temps de pandémie.

Maintenant, quand on parle de l'éthique, il y a également la Commissaire à l'éthique, et elle a fait l'étude. On a soumis... Mon collègue le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux a soumis le cas de figure qui est présenté à la Commissaire à l'éthique. Sa conclusion est qu'«en l'espèce il y a donc tout lieu de croire que c'est conformément à ce qui est prévu au code, que votre indépendance de votre jugement a été préservée lors du processus d'attribution».

Le Président : En terminant.

Mme LeBel : Les institutions font leur travail, M. le Président.

Le Président : Première complémentaire, M. le député de La Pinière.

M. Gaétan Barrette

M. Barrette : Si elles sont bien informées, ce qui n'a pas été le cas. M. le Président, avant de passer un décret au Conseil des ministres, des vérifications nécessaires sont faites, la «due diligence». Aussi, le décret est soumis à l'examen de tous les ministres, pour la même raison.

Au conseil, il y a plein de ministres près de... proche de Charles Sirois, à commencer par le premier ministre. Alors, deux possibilités : ou bien les vérifications ont été mal faites, ou bien le Conseil des ministres a été sciemment aveugle. Quelle est la bonne réponse, M. le Président?

Le Président : Mme la présidente du Conseil du trésor.

Mme Sonia LeBel

Mme LeBel : Le dossier de PetalMD a été mené par le ministre qui est délégué à la Santé et les Services sociaux. Ce dossier a été très bien préparé, bien justifié, a passé toutes les étapes. Et je vous rappellerai que même la Commissaire à l'éthique a jugé minime l'implication de M. Sirois dans ce dossier-là. Elle a fait les vérifications et elle a décidé que le jugement du collègue n'avait pas été altéré et le jugement du Conseil des ministres non plus.

Alors, c'est un dossier qui est nécessaire. C'est un outil qui est essentiel, dans les faits, dans la pandémie, actuellement, et c'est un outil, d'ailleurs, qui va remplacer les choses qui ont été faites précédemment, qui ne fonctionnaient pas.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la cheffe de l'opposition officielle.

Mme Dominique Anglade

Mme Anglade : M. le Président, le premier ministre s'est levé en cette Chambre en nous disant qu'on avait besoin d'un décret d'urgence sanitaire, ce avec quoi on est totalement en accord. Mais ce qu'on nous dit, dans ce contrat-là, c'est que ce contrat a été octroyé dans le cadre de l'urgence sanitaire, et c'est la raison pour laquelle on a fait un contrat de gré à gré. Réellement, il y avait une urgence sanitaire par rapport à ça? Par la suite, ses ministres disent : Ah! bien, finalement, ce n'était pas une urgence sanitaire. Je pense qu'ici il y a 36 millions de bonnes raisons d'avoir des débats, en cette Chambre, que le premier ministre refuse d'avoir.

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, pendant la pandémie, il y avait des Québécois, parce qu'ils n'avaient pas de médecin de famille ou pas accès à un médecin de famille, qui étaient obligés d'aller à l'urgence. Donc, c'était important d'avoir rapidement un système informatique qui fonctionne.

Et d'ailleurs Louis Têtu a dit : «C'est une technologie formidable [...] qui fait sauver énormément d'argent au gouvernement[...]. Sous l'ère [du député de La Pinière], le Québec achetait des technologies étrangères à coups de centaines de millions et ça ne marchait pas.» C'est ça, la différence.

Le Président : Question principale, Mme la cheffe du deuxième groupe d'opposition.

Orientations gouvernementales en matière d'environnement

Mme Manon Massé

Mme Massé : Merci, M. le Président. Aujourd'hui, on célèbre le Jour de la Terre. Je dis «célèbre», mais au fond, vous le savez comme moi, il n'y a pas grand-chose à célébrer. La planète est en route vers une forte hausse de l'émission des gaz à effet de serre, en 2021, encore. Ça fait presque deux ans que le gouvernement a reconnu l'urgence climatique, mais, dans les actions, il y a deux pas en arrière, un pas en avant. On n'avance pas, comme ça.

Quand on parle d'environnement, on parle des jeunes surtout. Pourquoi? Bien, parce que les décisions qu'on prend ici ou qu'on ne prend pas ont des impacts sur leur vie actuelle et future. Ça les concerne. Le problème, M. le Président, c'est que des jeunes, ici, à l'Assemblée nationale, il n'y en a pas beaucoup. Sans offense, j'en suis. Des gens qui sont nés après 1990, je ne leur ferai pas lever la main, mais il n'y en a pas une tonne.

Il manque une voix au chapitre, ici même, et c'est pour ça qu'aujourd'hui, bien, dans le fond je vais donner ma voix à des jeunes. Je l'ai lancé sur des réseaux Internet en disant : Bien, le premier ministre, si vous l'aviez devant vous, quelle question aimeriez-vous lui poser?

Et, voici, je commence avec la question de Sabrina : Quel engagement est-ce que le premier ministre va prendre pour qu'on se souvienne de lui comme un premier ministre qui a vraiment fait une différence pour une nouvelle normalité après la pandémie?

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, pour la première fois de l'histoire du Québec, on a déposé un plan chiffré, chiffré, ça veut dire bien financé et chiffré sur les impacts sur la réduction de GES. Notre plan va nous permettre de réduire de 37,5 %, par rapport à 1990, le niveau de GES.

M. le Président, la cheffe parlementaire de Québec solidaire sait très bien qu'on a des projets de trains, de tramways comme on n'en a jamais vu au Québec, que ce soit à Québec, que ce soit à Montréal, que ce soit sur la Rive-Sud de Montréal, Rive-Nord de Montréal, à Gatineau. On a aussi mis en place, M. le Président, l'élargissement de la consigne. On a augmenté le nombre, le pourcentage d'aires protégées. On a mis des règles plus sévères pour la récupération des électroménagers.

M. le Président, on n'en a jamais fait autant pour réduire les GES, alors que le Québec est déjà premier sur 60 États en Amérique du Nord pour les GES par habitant. Mais on ne se contente pas du premier rang, on veut être encore plus loin devant tout le monde. On va aussi exporter de l'électricité pour aider à remplacer des formes plus sales d'énergie qu'on a aux États-Unis. Donc, M. le Président, on fait notre part au Québec puis on fait notre part pour la planète.

Le Président : Première complémentaire, Mme la cheffe du deuxième groupe d'opposition.

Mme Manon Massé

Mme Massé : J'ai invité d'ailleurs les jeunes à écouter la période de questions, parce qu'ils ne le font pas, souvent, généralement. Il y a une question que j'ai reçue 12 fois plutôt qu'une, parce que des plans, c'est des plans. Et beaucoup des jeunes venaient du Saguenay, et la question que je vais vous poser vient de Catherine, de Chicoutimi : Quand est-ce qu'on va fermer définitivement la porte à GNL Québec? Ça, c'est un geste concret.

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : M. le Président, je l'ai dit à plusieurs reprises, l'idée du projet GNL Québec, c'est de remplacer des formes d'énergie comme l'énergie au charbon, en Europe, par du gaz liquéfié, qui n'est pas parfait, mais qui est une forme de transition qui va réduire ou qui réduirait au total les émissions de gaz à effet de serre sur la planète, parce qu'il n'y a pas de mur entre les pays, entre les différents continents.

Donc, M. le Président, pour l'instant, le projet semble avoir des problèmes à trouver du financement, semble aussi avoir des problèmes à prouver cette réduction. S'il n'y a pas de réduction, on n'ira pas de l'avant.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la cheffe du deuxième groupe d'opposition.

Mme Manon Massé

Mme Massé : M. le Président, les jeunes vont à l'école, ils comprennent ce qui se passe et ils savent très bien que ce que le premier ministre vient de faire, c'est de répéter les propos du promoteur, parce que le BAPE a même dit clairement que ce n'était pas une voie à suivre. Mais ce n'est pas ça, l'enjeu. C'est que les jeunes n'en veulent plus, de paroles, ils veulent des gestes. Ils ne veulent pas faire une chose et leur contraire.

Il me parle du tramway. Deux ans de retard pour le tramway, pour remplacer par des voies, qui va permettre encore plus d'autos.

• (10 h 30) •

Le Président : M. le premier ministre.

M. François Legault

M. Legault : Bien, M. le Président, on a effectivement une différence d'approche, Québec solidaire et la CAQ. Pour nous, remplacer du charbon par du gaz, ça réduit les GES puis c'est une bonne chose, ce n'est pas idéal, mais Québec solidaire

dit : Nous, on aime mieux ne rien faire puis garder le charbon. C'est ça que nous dit Québec solidaire. M. le Président, il y a aussi des emplois qui sont concernés. Je le sais, que Québec solidaire n'a aucun intérêt pour les emplois en région. Donc, M. le Président, c'est le choix, c'est l'approche de Québec solidaire.

Le Président : Question principale, M. le député des Îles-de-la-Madeleine.

Contrôle sanitaire aux frontières

M. Joël Arseneau

M. Arseneau : M. le Président, il y a un mois, l'INSPQ projetait que les variants en provenance des territoires étrangers seraient dominants au Québec dans les semaines à venir. Malheureusement, notre pire crainte s'est avérée.

Et, dans cette optique, une des priorités pour le gouvernement devrait être la protection de nos frontières. Bien sûr, au Québec, et il faut le déplorer, on n'a pas le contrôle sur nos frontières et on demeure donc dépendants d'un gouvernement canadien qui hésite et qui tergiverse. On s'attend toutefois à plus de la part du gouvernement du Québec. Le premier ministre, qui est le fier président du Conseil de la fédération canadienne, doit faire preuve de leadership et agir rapidement pour limiter les éclosions sur notre territoire. Actuellement, il n'y a aucune mesure d'isolement préventif prévue pour les personnes en provenance des autres provinces, aucune, une véritable passoire. Nous sommes dans le dernier droit de cette lutte contre la pandémie, il faut donc déployer toutes les mesures nécessaires.

M. le Président, est-ce que le ministre de la Santé trouve normal que les vols en provenance des autres provinces ne soient soumis à aucune mesure sanitaire avec suivi...

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Bien, écoutez, M. le Président, je pense qu'on est tous conscients, premièrement, sur les faits des nouveaux variants, que c'est une situation qui nous préoccupe. Puis je pense qu'il faut s'habituer à avoir de nouveaux variants au cours des prochaines semaines, prochains mois, parce qu'au fur et à mesure que notre expérience se concrétise, dans la pandémie, des nouveaux variants, qui s'ajustent aux individus qui ont été, malheureusement, infectés font qu'on aura de nouveaux variants.

Ce qui est rassurant, puis j'aimerais le dire aujourd'hui, M. le Président, de ce côté-là, c'est qu'on a une Santé publique qui a beaucoup appris de la première, deuxième vague, qui sont excessivement vigilants. Puis, dans le cas qui nous intéresse en ce moment, par exemple, du variant indien, d'être capable de l'avoir détecté aussi rapidement, de faire de l'hypermensibilité, de faire... d'être capable d'être très, très proche de ce variant-là, je pense qu'il faut en féliciter la...

Maintenant, pour la question des frontières, je pense que le premier ministre, ce matin, en point de presse, a très bien expliqué, très bien expliqué qu'on est en discussion en ce moment avec le fédéral pour être capable d'aller encore plus loin...

Le Président : En terminant.

M. Dubé : ...pour fermer nos frontières à ces possibilités de nouveaux variants ici.

Le Président : Première complémentaire, M. le député des Îles-de-la-Madeleine.

M. Joël Arseneau

M. Arseneau : M. le Président, en plus de sécuriser davantage nos frontières avec les autres provinces, le gouvernement doit militer pour une fermeture immédiate des frontières avec certains pays où les cas de variants sont reconnus par la Santé publique et sont hors de contrôle, comme le Brésil, l'Afrique du Sud ou l'Inde notamment. Cette mesure a d'ailleurs été imposée, il y a quelques semaines, par rapport au Royaume-Uni. La situation est critique, M. le Président.

Est-ce que le gouvernement peut se tenir debout devant le fédéral et s'assurer que nos frontières soient sécurisées?

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Alors, oui, M. le Président, je vais continuer dans la même ligne, parce qu'effectivement, j'ai expliqué tout à l'heure, puis le premier ministre l'a bien expliqué en point de presse ce matin, il y a une discussion très active non seulement entre le Québec et le fédéral, mais aussi en collaboration avec les autres provinces, parce que nous ne sommes pas les seuls qui avons cet enjeu-là avec le fédéral. Puis, je dirais, ce n'est pas uniquement au niveau des vols, c'est-à-dire de la voie aérienne, mais au niveau des lignes terrestres. Vous avez entendu parler que, malheureusement, certains citoyens essaient de contourner le contrôle aux frontières terrestres pour essayer de rentrer au Québec après un séjour à l'étranger, ce qui est tout à fait inacceptable. Alors, on collabore avec les autres provinces dans une démarche fédérale conjointe.

Le Président : Deuxième complémentaire, M. le député des Îles-de-la-Madeleine.

M. Joël Arseneau

M. Arseneau : M. le Président, les autorités canadiennes de la santé publique ont mentionné que le gouvernement surveille étroitement l'arrivée de vols internationaux. On a pourtant détecté des cas de COVID sur une douzaine de vols en provenance de l'Inde depuis une semaine, ça n'a vraiment rien de rassurant. On se rappelle l'échec des mesures annoncées trop tard pour les voyageurs internationaux en janvier dernier.

Est-ce que le gouvernement peut s'engager, le gouvernement du Québec, s'engager à aller plus loin que le fédéral et sécuriser nos frontières dès maintenant?

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : J'apprécie l'appui que nous recevons de la part du député des Îles-de-la-Madeleine, parce qu'on est excessivement préoccupés, M. le Président, par cette situation-là à nos frontières. C'est un item à l'agenda du premier ministre, c'est un item à l'agenda de nos discussions. Moi, je rencontre les ministres de la Santé au niveau canadien à toutes les semaines, c'est un point que nous souhaitons régler le plus rapidement possible, mais c'est quand même le fédéral qui a la décision finale. Nous, on met énormément de pression pour être capables de régler cet enjeu-là, M. le Président, le plus rapidement possible. Merci.

Le Président : Question principale, Mme la députée de Maurice-Richard.

Priorisation des groupes à vacciner contre le coronavirus**Mme Marie Montpetit**

Mme Montpetit : M. le Président, concernant la vaccination des malades chroniques, depuis deux semaines on nage en pleine confusion. Je vous rappelle qu'initialement ils devaient être identifiés comme prioritaires pour la vaccination. Quand est finalement venu leur tour, le ministre annonce finalement qu'il change les règles du jeu, que seuls les malades chroniques avec un suivi hospitalier seront vaccinés en priorité. Vous comprendrez, M. le Président, là, que ce sont des milliers de Québécois et de Québécoises qui étaient priorisés en raison de leur état de santé qui sont très, très inquiets de ce changement de cap.

La semaine dernière, lors de son passage en Beauce, le ministre affirme finalement que ceux qui ne sont pas suivis à l'hôpital vont pouvoir... par exemple, quelqu'un qui a le diabète va pouvoir être vacciné en pharmacie. Le président de l'association des pharmaciens s'empresse de contredire le ministre puis rappelle que ce n'est pas les directives qu'ils ont reçues de la part du ministère.

Donc, les malades chroniques, là, en ce moment, ils ne peuvent pas prendre rendez-vous sur Clic Santé, mais ils ne peuvent pas prendre rendez-vous non plus auprès de leurs pharmaciens. Je comprends que le ministre va faire des changements cet après-midi.

Est-ce qu'il peut nous confirmer qu'il va prioriser l'ensemble des malades chroniques?

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Alors, M. le Président, je veux aussi rassurer la population qu'à chaque fois que nous prenons des décisions importantes, comme, notamment, dans la catégorie 8, pour les gens qui ont des maladies chroniques, c'est qu'on doit respecter non seulement les recommandations de la Santé publique, ce que nous avons fait jusqu'à maintenant, mais aussi on est limités par le nombre de vaccins qui sont disponibles, M. le Président.

J'ai indiqué hier... Et je vais avoir la chance cet après-midi d'être capable de faire des annonces qui nous permettent, avec l'accord de la Santé publique, d'être capables d'accélérer la vaccination des maladies chroniques, pour une grande raison, M. le Président : on a plus de vaccins. Puis, maintenant qu'on a plus de vaccins, bien, on est capables d'avoir encore plus d'action sur nos populations les plus vulnérables.

Alors, ce qui était le cas il y a quelques semaines, qui était en ligne avec les recommandations de la Santé publique, bien, nous permet d'agir, les faits nouveaux, le fait qu'on va avoir plus de Pfizer. Puis ça va me faire vraiment plaisir, cet après-midi, d'expliquer la situation qui est maintenant disponible pour nous.

Le Président : Première complémentaire, Mme la députée de Maurice-Richard.

Mme Marie Montpetit

Mme Montpetit : M. le Président, l'INSPQ, la Santé publique, là, elle a été très claire, les personnes qui ont des maladies chroniques, qui ont des comorbidités sont plus à risque de complications et de décès de la COVID. Il n'y a pas d'ambiguïté, là, dans cette affirmation-là. En décembre, le Comité sur l'immunisation du Québec, il a identifié une liste

de maladies ou d'états de santé qui sont prioritaires. Depuis, là, cette liste-là, elle a été modifiée, sans explication, je le rappelle.

Est-ce que le ministre peut rassurer tous les Québécois qui ont une maladie chronique qu'il va les prioriser?

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Bien, écoutez, là, je le rappelle, pour clarifier les faits, ce n'est pas qu'une décision du gouvernement qui le fait sur une base politique, là, c'est une décision qui se fait par la Santé publique, qui, elle, écoute les recommandations des différents groupes, que ce soit de l'INSPQ ou que ce soient des groupes... par exemple du CIQ, là, qui est le Comité d'immunisation.

Donc, dans notre cas, et je le répète, il y a quelques semaines, lorsque nous avons fait l'annonce pour la catégorie 8, c'était à la lumière des recommandations de la Santé publique et avec le nombre de vaccins de disponibles que nous avions à ce moment-là. Je suis très heureux qu'on puisse avoir beaucoup plus de vaccins disponibles pour agir différemment dans les prochaines heures.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Maurice-Richard.

Mme Marie Montpetit

Mme Montpetit : M. le Président, je pense que le ministre doit se faire une priorité, une priorité de rassurer les gens qui ont des maladies chroniques. Je suis convaincue que, comme moi, tous les députés en cette Chambre ont reçu des courriels de gens qui ont des maladies chroniques qui sont inquiets, qui se font barouetter sur Clic Santé puis sur... leurs pharmaciens. Les messages sont contradictoires, à l'heure actuelle. Il doit absolument les clarifier. Et moi, j'aimerais ça qu'il me rassure et qu'il me dise si Camille, qui a la fibrose kystique, si Pierre, qui fait du diabète, si Jean, qui a une maladie cardiovasculaire, vont être priorités comme c'était initialement prévu.

Le Président : M. le ministre de la Santé et des Services sociaux.

M. Christian Dubé

M. Dubé : Écoutez, M. le Président, j'aimerais non seulement rassurer la population, je pense, qui... de voir à quelle vitesse fonctionne la vaccination en ce moment. Puis une des raisons pour lesquelles ça fonctionne bien, c'est qu'on a de plus en plus de vaccins qui nous sont offerts. L'exemple d'AstraZeneca, cette semaine, est excellent pour voir à quelle vitesse on est capables de vacciner lorsqu'on a des vaccins.

Je reviens sur le point. Les maladies chroniques, M. le Président, c'est une grande préoccupation pour notre gouvernement. Avec les bonnes nouvelles que l'on a reçues dans les derniers jours, une modification de l'avis sur la santé publique qui tient compte du nombre de vaccins, je pense que les gens vont être très heureux d'entendre nos annonces cet après-midi pour les maladies chroniques. Merci.

• (10 h 40) •

Le Président : Question principale, Mme la députée de Joliette.

Qualité de l'air dans les écoles

Mme Véronique Hivon

Mme Hivon : M. le Président, le premier ministre a déclaré que les oppositions avaient une obsession pour la ventilation. Eh bien, il s'agit d'une obsession pleinement assumée, directement proportionnelle à l'inaction et à la nonchalance du gouvernement sur cet enjeu pourtant fondamental. Et, s'il faut encore le convaincre de son importance, juste dans les dernières 24 heures ce sont 323 classes de plus qui ont fermé leurs portes.

Alors, je vais vous épargner de revenir sur toute la saga du protocole des tests de CO₂, mal conçu, mal appliqué, et maintenant de l'abaissement de la norme fixée au Québec, et même réitéré par le ministre en janvier, pour juger de la qualité de l'air dans nos écoles, je vais me concentrer, aujourd'hui, sur trois demandes simples et claires au ministre, essentielles s'il veut espérer freiner un peu la perte de confiance par rapport à ce dossier-là : un, rendre public l'ensemble des résultats école par école, rendre publics son plan et son échéancier des mesures correctrices et prioriser les écoles en zone rouge.

Le Président : M. le ministre de l'Éducation.

M. Jean-François Roberge

M. Roberge : Merci bien, M. le Président. Ma collègue nous dit qu'il y a eu un abaissement dans la norme. C'est inexact. Ce qu'on vise, dans nos classes, c'est des mesures de taux de CO₂ avec une cible idéale, donc, de 1 000 ppm et en bas de ça, et on n'a jamais dérogé de ça. J'ai été très, très clair lorsque j'ai rendu public le rapport final, il y a maintenant 48 heures. J'ai simplement expliqué, de manière très transparente, les résultats qui ont été obtenus.

Pour la première fois, il faut le dire, pour la première fois ici, alors qu'en Europe ça se fait depuis longtemps, on a fait des tests de CO₂ pour savoir ce qu'il en est, parce que c'est important, la qualité de l'air, puis c'est encore plus important en contexte de pandémie. Le CO₂, bien sûr, quand il est en trop grande concentration, ce n'est pas l'idéal, et, en plus, c'est révélateur d'une mauvaise ventilation. Les résultats nous disent que 51 % des locaux testés ont eu un excellent résultat, ont atteint la cible très exigeante de 1 000. Et je maintiens cette cible, on maintient cette cible, M. le Président. 39 % des locaux testés ont eu entre 1 000 et 1 500 pour, bien souvent, une des trois lectures, ce qui est...

Le Président : En terminant.

M. Roberge : ...quelque chose de sécuritaire, qui n'est pas idéal, mais qui est quand même sécuritaire, dans un contexte...

Le Président : Première complémentaire, Mme la députée de Joliette.

Mme Véronique Hivon

Mme Hivon : M. le Président, je viens d'entendre une répétition de ce que le ministre a fait en point de presse, mardi, mais aucune réponse aux trois demandes simples et claires que je lui fais aujourd'hui. Je vais lui répéter.

La première : Est-ce qu'il peut rendre publics tous les résultats pour toutes les écoles testées? Deux, est-ce qu'il peut rendre public un plan d'implantation des mesures correctrices et de l'échéancier? Et, trois, est-ce qu'il peut privilégier l'implantation de ces mesures-là dans les écoles qui sont touchées dans les trois zones rouge foncé avant leur réouverture, prévue dans 10 jours?

Le Président : M. le ministre de l'Éducation.

M. Jean-François Roberge

M. Roberge : M. le Président, pour ce qui est de rendre publics les résultats, je pense qu'on est très transparents, tout le monde peut voir la façon dont les tests ont été faits. Le rapport est disponible, il est clair, avec plusieurs annexes, plusieurs informations.

Et dès le départ, quand on a envoyé les protocoles aux centres de services scolaires, on a envoyé aussi la directive de rendre compte à la communauté, et chaque centre de services scolaire doit, et c'est la directive du gouvernement, rendre disponibles les résultats. Il n'y a pas de cachette à faire. C'est important, parce qu'il ne faut pas alarmer les gens. Il faut voir les choses telles qu'elles sont. Il y a des endroits où il y a des mesures correctrices à implanter, et c'est déjà commencé, l'implantation des mesures correctrices, mais on doit être très transparents et on va continuer de l'être.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Joliette.

Mme Véronique Hivon

Mme Hivon : Toujours aucune réponse à mes trois demandes, pourtant simples et claires. Autre événement très troublant, autre élément très troublant, ce matin, on apprend, un deux poids, deux mesures totalement inacceptables, que les écoles privées n'ont pas été assujetties à aucun test de CO₂, c'était libre à eux.

J'aimerais savoir : Comment le ministre peut expliquer ce deux poids, deux mesures? Est-ce qu'il avait peur à la comparaison? Et est-ce qu'il peut s'engager à les assujettir dès aujourd'hui?

Le Président : M. le ministre de l'Éducation.

M. Jean-François Roberge

M. Roberge : M. le Président, les écoles du... en fait, les centres de services francophones, les commissions scolaires anglophones, les écoles privées ont toutes reçu la même communication, la même lettre, le même protocole leur demandant d'effectuer des tests de CO₂ mais aussi des tests d'humidité et de température, parce que, bon, bien sûr, il y a des protocoles d'ouverture de fenêtres, et on voulait s'assurer du confort des élèves et du personnel lors des tests, pour s'assurer que ça reflète quelque chose qui est applicable. Donc, M. le Président, on prend soin de tous les élèves et de tous les membres du personnel à la grandeur du réseau.

Le Président : Question principale, Mme la députée de Vaudreuil.

Accès à la propriété

Mme Marie-Claude Nichols

Mme Nichols : Merci, M. le Président. Bien que le gouvernement de la CAQ ne reconnaisse pas la crise du logement, il y en a une partout au Québec, il faut vraiment être déconnecté pour ne pas s'en rendre compte. Cette crise majeure vient

aussi freiner l'accès à la propriété. Des jeunes familles qui souhaitent acquérir un immeuble, un toit, une maison pour élever leurs enfants doivent faire face à des surenchères incroyables.

Un article choquant paru ce matin nous informe qu'il ne faut surtout pas s'attendre à une intervention ou une aide de la part du gouvernement caquiste. Pourtant, il existe des solutions, des outils pour intervenir. La ministre de l'Habitation nous dit, et je la cite : «J'ai quatre enfants, puis je vis ça, j'ai des amis courtiers et des amis inspecteurs en bâtiment, alors je suis un petit peu bien placée, si je peux dire, heureusement.» Fin de la citation. Bien, c'est bien correct, on constate que la ministre est bien entourée puis elle se considère l'experte.

Maintenant, qu'est-ce qu'elle recommande pour aider les familles du Québec, plutôt que de les abandonner?

Le Président : M. le ministre des Finances.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Bon, c'est certain qu'il y a de la spéculation dans le marché immobilier, présentement, et qu'il y a une certaine euphorie, et que... D'ailleurs, pour donner les chiffres, pour les trois dernières années, bien que le prix d'une maison à Montréal soit toujours inférieur à 50 % de Toronto et Vancouver, pour les trois dernières années la croissance des prix est plus forte à Montréal qu'à Vancouver et Toronto. Et donc c'est nuisible à l'accès à la propriété, et ça prend... j'encourage tous les Québécois à faire preuve de prudence, parce que souvent, l'immobilier, c'est la portion la plus importante d'un patrimoine d'une famille, des actifs, et donc il faut être prudent.

Alors, il y a plusieurs choses qui peuvent être faites, et je vais vous en faire une énumération. Premièrement, il y a un aspect qui est cyclique, qui est lié à la pandémie, tout le monde veut acquérir des propriétés plus grandes en raison du télétravail, et les taux d'intérêt sont bas, puis il y a énormément de liquidités dans le système. Ça, ça va s'autocorriger.

Ensuite, il y a des mesures macroprudentielles, augmentation des tests pour l'octroi hypothécaire. L'AMF et le bureau du surintendant... financières s'en occupent...

Le Président : En terminant.

M. Girard (Groulx) : ...et il y a des mesures microprudentielles, que je pourrai parler dans la réponse.

Le Président : Première complémentaire, Mme la députée de Vaudreuil.

Mme Marie-Claude Nichols

Mme Nichols : Dans le même article, quand on parle à la ministre de l'accès à la propriété, elle répond : C'est le marché. Quand on lui demande ce qu'elle va faire, elle répond : Ça va arrêter tout seul. Quand on lui demande la solution, elle répond : Éduquer la population. Et je la cite, d'ailleurs, là, elle nous dit : «...il y en a beaucoup qui nous disent : Bien, c'est merveilleux, Mme Laforest, parce qu'on investit au Québec, on ne voyage plus à l'extérieur, donc on investit dans l'habitation, c'est très positif.» Fin de la citation. Très positif. Il faut vraiment être déconnecté pour dire que cette crise est positive.

Le Président : M. le ministre des Finances. Évidemment, même dans un article, éviter de nommer le nom, sinon que par la fonction, bien sûr. M. le ministre des Finances.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Bon, effectivement, il y a un aspect cyclique qui est lié à la pandémie : la baisse des taux d'intérêt, le désir d'avoir plus d'espace, l'excès de liquidités. Mais les règles d'octroi hypothécaire, c'est... on peut augmenter les mises de fonds, diminuer l'amortissement ou augmenter les tests qui limitent l'endettement. Et c'est ce que le BSIF, le Bureau du Surintendant des institutions financières, et l'AMF proposent.

Au niveau des mesures microprudentielles, O.K., il y a deux pratiques qui sont inquiétantes au niveau de la protection des individus, c'est-à-dire la renonciation à l'inspection, d'une part, et, d'autre part, les processus d'enchère qui ne sont pas transparents.

Le Président : Deuxième complémentaire, Mme la députée de Vaudreuil.

Mme Marie-Claude Nichols

Mme Nichols : Tout comme le ministre, nous recevons des courriels de familles désespérées. Récemment : «Je suis un jeune professionnel de 30 ans qui travaille dans une banque, père de famille depuis trois ans. Il y a deux ans, moi et ma conjointe, nous avons établi un plan d'épargne dans le but d'acheter une propriété. Aujourd'hui, avec 50 000 \$ en épargne et une préapprobation de 450 000 \$ en main, il nous est présentement impossible d'avoir une propriété à coût raisonnable.»

Des courriels comme celui de Charles, là, nous en recevons régulièrement. J'ai juste le goût de dire : Réveillez-vous, aidez nos jeunes familles.

Le Président : M. le ministre des Finances.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Bien, je peux commenter sur ce que vous nous avez proposé dans le passé, une taxe sur les acheteurs étrangers, alors que les acheteurs étrangers représentent moins de 3 % du marché. Alors, ce serait inefficace. Nous, ce qu'on regarde, c'est des mesures qui sont efficaces, les mesures macroprudentielles, augmenter les tests pour limiter l'endettement, puis ça, c'est la responsabilité de l'AMF, et on est en marche là-dessus, et des mesures microprudentielles au niveau de la renonciation aux inspections. Alors, on est là-dessus. Et ce qui est important, c'est que les gens soient prudents dans l'acquisition d'un bien qui est extrêmement important dans la valeur de leur patrimoine.

• (10 h 50) •

Le Président : Question principale, M. le député de Robert-Baldwin.

Mesures pour favoriser l'accès à la propriété**M. Carlos J. Leitão**

M. Leitão : Merci, M. le Président. Alors, quoi qu'en dise le ministre des Finances, il y a présentement au Québec, et particulièrement à Montréal, une crise du logement. Mais je pense qu'il est d'accord avec moi parce qu'en répondant à ma collègue il a dit ça.

Deuxième point, cette crise — et là je suis en désaccord avec lui — cette crise ne se réglera pas toute seule. Le marché, laissé à lui-même, ne s'autocorrige pas. Nous avons déjà vu plusieurs crises immobilières. Le marché ne s'autoréglera pas. Ce n'est pas seulement moi qui le dis, bien d'autres. Les éditorialistes du *Globe and Mail*, qu'on ne confondra jamais avec le parti politique ici, à ma gauche, par exemple, bien, les éditorialistes le disent, il faut une réponse de politique publique. Les économistes des banques, le 30 mars, la Banque de Montréal : «We need to act now.»

M. le ministre, arrêtez de regarder et agissez, s'il vous plaît.

Le Président : Et on s'adresse à la présidence. M. le ministre des Finances.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Bien, merci. Ça va nous permettre de poursuivre les intéressants débats que nous avons à la Commission des finances publiques.

Bon, je répète, il y a un aspect cyclique qui est lié à la baisse des taux d'intérêt, l'augmentation du revenu disponible, les préférences, l'interdiction de voyager. Et ça, ça va se résorber avec l'ouverture de l'économie.

Vous dites que nous n'avons pas agi. Or, pas plus tard que cette semaine, l'AMF a publié des règles pour limiter l'endettement, augmenter les tests visant à limiter l'endettement dans l'octroi des hypothèques. Alors, ça, ça va être extrêmement efficace, M. le Président.

Et, comme je l'ai mentionné, il faut être prudent. Les citoyens qui font des acquisitions ont tendance à limiter leurs recours légaux, à renoncer aux inspections, et ce n'est pas une bonne pratique, M. le Président. Et nous étudions cette question intensément.

Le Président : Question principale, M. le député de LaFontaine.

Gestion des commentaires sur la page Facebook du premier ministre**M. Marc Tanguay**

M. Tanguay : M. le Président, je me dois de souligner quelque chose qui s'est passé ce matin, qui est tout à fait inacceptable. Le premier ministre a fait une conférence de presse, conférence de presse, il répondait aux questions des journalistes, il était sur Facebook Live. Pendant le Facebook Live, il y a des parents, entre autres, de Ma place au travail, entre autres Myriam Lapointe-Gagnon, je viens de lui parler, elle a commenté le Facebook Live du premier ministre, elle et d'autres parents ont commenté le Facebook Live, des commentaires tout à fait acceptables, ils ont été bloqués, M. le Président. Je ne pense pas que c'est le premier ministre qui a pris cette décision-là, mais on a changé les règles live en disant : Vous devez liker la page du premier ministre pendant au moins 15 minutes, pendant 15 minutes, pour pouvoir commenter. Fin de la conférence de presse. Exit.

Dénonce-t-il cette situation-là? Va-t-il corriger le tir? Peut-on commenter sans liker la page du premier ministre?

Le Président : M. le leader du gouvernement.

Des voix : ...

Le Président : S'il vous plaît! Je vous demande votre attention. S'il vous plaît! Je m'excuse, est-ce qu'on pourrait, s'il vous plaît, poursuivre de la bonne façon la finalité de la période des questions? Je pense, c'est assez clair. La réponse au leader du gouvernement. M. le leader du gouvernement.

M. Simon Jolin-Barrette

M. Jolin-Barrette : M. le Président, suite à la question du député de LaFontaine, il y a des vérifications qui vont être faites, M. le Président. Et c'est important de dire que le gouvernement travaille constamment pour s'assurer que les parents aient des places en garderie, M. le Président, pour leurs enfants, M. le Président, des endroits de qualité. Le ministre de la Famille travaille en collaboration, M. le Président, avec l'ensemble du gouvernement pour développer le réseau, M. le Président, pour solidifier le réseau, réseau qui a été mis à mal par le Parti libéral du Québec. Et je crois que le député de LaFontaine aurait pu poser...

Le Président : Je m'excuse, on va... M. le leader de l'opposition officielle, sur une question.

M. Fortin : Article 79, M. le Président. La question du député de LaFontaine était claire : Est-ce que c'est une pratique acceptable et qu'il va continuer de bloquer des parents qui veulent commenter les publications du premier ministre du Québec?

Le Président : On poursuit les réponses. Vous pouvez exiger une précision. M. le leader du gouvernement, vous répondez à la question et vous poursuivez.

M. Jolin-Barrette : Alors, M. le Président, si le leader de l'opposition officielle m'avait écouté, au début de ma réponse j'y ai répondu. Alors, M. le Président, ce qu'il est important de dire, c'est qu'on s'occupe des familles du Québec, on va continuer à le faire, à solidifier le réseau, et surtout à s'assurer de livrer les places que le Parti libéral du Québec n'a pas livrées au cours des nombreuses années où il était au pouvoir, particulièrement le prédécesseur du député de LaFontaine, à l'époque, M. le Président.

Le Président : Cela met fin à la période de questions et de réponses orales.

Motions sans préavis

Nous passons maintenant à la rubrique des motions sans préavis, et je reconnais, en fonction de nos règles, Mme la cheffe du deuxième groupe d'opposition.

Souligner le Jour de la Terre

Mme Massé : Merci, M. le Président. Je demande le consentement de cette Assemblée pour débattre de la motion suivante conjointement avec le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, la députée de Verdun, le député de Jonquière, la députée de Marie-Victorin, le député de Chomedey, le député de Rousseau et le député de Rimouski :

«Que l'Assemblée nationale souligne officiellement le Jour de la Terre 2021;

«Qu'à cette occasion, elle appelle l'ensemble de la société québécoise à se mobiliser plus que jamais pour la sauvegarde de l'environnement, la préservation des écosystèmes et la lutte aux changements climatiques;

«Qu'elle prenne acte des informations inquiétantes dévoilées hier par l'Agence internationale de l'énergie, selon lesquelles les émissions mondiales de dioxyde de carbone liées à l'énergie pourraient bondir de 1,5 milliard de tonnes cette année avec la reprise économique, augmentant les émissions globales de près de 5 %;

«Qu'elle affirme que la pandémie actuelle ne doit d'aucune manière servir de prétexte pour ralentir notre lutte contre les changements climatiques;

«Qu'elle réitère sa déclaration formelle d'urgence climatique, adoptée à l'unanimité le 25 septembre 2019;

«Que l'Assemblée nationale exige que la relance économique post-pandémie au Québec contribue à la baisse des émissions de gaz à effet de serre et s'inscrive dans une perspective de transition juste.»

Le Président : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

M. Jolin-Barrette : Consentement, sans débat, M. le Président.

Mise aux voix

Le Président : Consentement, sans débat. Je vous demande vos votes respectifs. D'abord, M. le leader du deuxième groupe d'opposition?

M. Nadeau-Dubois : Pour.

Le Président : M. le leader du gouvernement?

M. Jolin-Barrette : Pour, M. le Président.

Le Président : M. le leader de l'opposition officielle?

M. Fortin : Pour.

Le Président : M. le leader du troisième groupe d'opposition?

M. Ouellet : Pour.

Le Président : Je considère donc que cette motion est adoptée. Je reconnais maintenant M. le député de Jonquière.

**Demander au gouvernement de manifester son désir de contribuer
à une hausse mondiale des ambitions climatiques**

M. Gaudreault : Oui, M. le Président. Je sollicite le consentement des membres de cette Assemblée afin de présenter, conjointement avec le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, la députée de Mercier, le député de Chomedey, la députée de Marie-Victorin et le député de Rimouski, la motion suivante :

«Que l'Assemblée nationale salue l'initiative du président des États-Unis, Joe Biden, qui a invité ses homologues à un sommet mondial sur le climat avec l'objectif de renforcer les ambitions climatiques internationales;

«Qu'elle prenne acte de la position du gouvernement canadien à ce sommet, prévoyant l'adoption d'une cible de réduction des gaz à effet de serre (GES) pour 2030 plus ambitieuse que celle annoncée lors du dernier budget fédéral, et que son atteinte dépendra entre autres d'une contribution accrue des provinces;

«Qu'elle demande au gouvernement canadien et aux gouvernements des autres provinces canadiennes d'accroître leurs efforts de réduction des GES;

«Qu'elle réclame du gouvernement canadien qu'il fournisse du financement additionnel, nécessaire à l'atteinte de sa nouvelle cible, et qu'il verse au Québec la juste part des investissements fédéraux consacrés à la relance et à la transition vertes et justes;

«Qu'elle demande au gouvernement du Québec de manifester lui aussi son désir de contribuer à cette hausse mondiale des ambitions climatiques.» Merci.

Le Président : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

M. Jolin-Barrette : Consentement, sans débat, M. le Président.

Mise aux voix

Le Président : Consentement, sans débat. Vos votes respectifs à nouveau. D'abord, M. le leader du troisième groupe d'opposition?

M. Ouellet : Pour.

Le Président : M. le leader du gouvernement?

M. Jolin-Barrette : Pour.

Le Président : M. le leader de l'opposition officielle?

M. Fortin : Pour.

Le Président : M. le leader du deuxième groupe d'opposition?

M. Nadeau-Dubois : Pour.

Le Président : M. le leader du troisième groupe d'opposition.

M. Ouellet : Merci, M. le Président. Qu'une copie de cette motion soit transmise au premier ministre du Canada, M. Justin Trudeau.

Le Président : Et ce sera fait. Et vous aurez compris que la motion est donc adoptée. Je reconnais maintenant M. le ministre de l'Éducation.

Souligner la Semaine de la formation générale des adultes

M. Roberge : M. le Président, je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec la députée de Mille-Îles, la députée de Sherbrooke, la députée de Joliette, le député de Chomedey, le député de Rimouski, la députée de Marie-Victorin, le député de Rousseau :

«Que l'Assemblée nationale souligne la 4e édition de la Semaine de [...] formation générale aux adultes, organisée par la Fédération des syndicats de l'enseignement, qui a pour thème cette année *La FGA, un enseignement aux multiples visages*;

«Qu'elle rappelle que la FGA permet à plus de 200 000 élèves de se préparer à participer pleinement à la vie en société;
«Qu'elle souligne le remarquable travail des enseignantes et des enseignants, des professionnelles et professionnels, des directrices et directeurs de centre ainsi que des employés de soutien, qui participent activement à la réussite de ces jeunes, particulièrement dans le contexte sanitaire actuel;

«Qu'elle rappelle l'importance pour toute la société et pour le gouvernement, de soutenir les élèves engagés en FGA, en particulier dans le contexte sanitaire actuel;

«Qu'elle rappelle que de bonnes conditions de travail des enseignantes et des enseignants favorisent l'apprentissage des élèves, leur persévérance et leur réussite;

«Que l'Assemblée nationale affirme l'importance fondamentale d'assurer de bonnes conditions de travail aux enseignantes et enseignants pour favoriser leur rétention et leur recrutement, et ainsi assurer un meilleur avenir aux Québécoises et Québécois et à l'ensemble de la société québécoise.»

• (11 heures) •

Le Président : Et je demanderai si cette... s'il y a consentement pour débattre de cette motion.

M. Jolin-Barrette : Consentement, sans débat, M. le Président.

Mise aux voix

Le Président : Consentement, sans débat. Je vous demande de m'indiquer le vote de vos groupes respectifs. M. le leader du gouvernement?

M. Jolin-Barrette : Pour.

Le Président : M. le leader de l'opposition officielle?

M. Fortin : Pour.

Le Président : M. le leader du deuxième groupe d'opposition?

M. Nadeau-Dubois : Pour.

Le Président : M. le leader du troisième groupe d'opposition?

M. Ouellet : Pour.

Le Président : Cette motion est donc adoptée. Mme la députée de Saint-Laurent.

Souligner la commémoration du génocide du peuple arménien

Mme Rizqy : M. le Président, je sollicite le consentement de cette Assemblée afin de présenter la motion suivante conjointement avec la députée de de l'Acadie, la ministre des Relations internationales et de la Francophonie, le député des Îles-de-la-Madeleine, le député de Laurier-Dorion, le député de Chomedey, la députée de Marie-Victorin et le député de Rimouski :

«Que l'Assemblée nationale du Québec souligne le 106e anniversaire du génocide des Arméniens qui a causé la mort de 1,5 million d'hommes, de femmes et d'enfants;

«Qu'elle déplore que sa reconnaissance politique à travers le monde fasse encore malheureusement l'objet de débats à cause de la négation de ce génocide notamment par la Turquie;

«Qu'elle rappelle que le peuple arménien a été au cours de la dernière année à nouveau victime d'un conflit sanglant dans la région du Haut-Karabakh;

«Qu'elle appuie sans réserve la décision du gouvernement canadien d'annuler les ventes d'armes à la Turquie;

«Qu'à l'approche du Sommet de la Francophonie, qu'elle demande que le gouvernement du Québec sensibilise l'ensemble des pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie — l'OIF — afin que celle-ci exprime son soutien envers l'Arménie, un de ses pays membres;

«Qu'enfin l'Assemblée nationale exprime sa solidarité au peuple arménien et lui reconnaisse le droit de vivre en paix et en toute sécurité tout en préservant sa langue, sa culture et sa foi.»

Merci, M. le président.

Le Président : Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?

M. Jolin-Barrette : Consentement, sans débat, M. le Président.

Mise aux voix

Le Président : Consentement, sans débat. À nouveau vos votes. M. le leader de l'opposition officielle?

M. Fortin : Pour.

Le Président : M. le leader du gouvernement?

M. Jolin-Barrette : Pour.

Le Président : M. le leader du deuxième groupe d'opposition?

M. Nadeau-Dubois : Pour.

Le Président : M. le leader du troisième groupe d'opposition?

M. Ouellet : Pour.

Le Président : Cette motion est donc adoptée. M. le leader de l'opposition officielle.

M. Fortin : Oui, merci, M. le Président. Je vous demanderais d'envoyer une copie de cette motion au Comité national arménien, ainsi qu'une copie du résultat du vote. Je vous remercie.

Le Président : Ce sera fait sans faute.

Avis touchant les travaux des commissions

À la rubrique Avis touchant les travaux des commissions, M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, M. le Président. J'avise cette Assemblée que la Commission des institutions poursuivra l'étude détaillée du projet de loi n° 84, Loi visant à aider les personnes victimes d'infractions criminelles et à favoriser leur rétablissement, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 14 heures à 16 h 30, à la salle du Conseil législatif;

La Commission des relations avec les citoyens entreprendra l'étude détaillée du projet de loi n° 79, Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 14 heures à 16 h 30, à la salle Pauline-Marois;

La Commission de l'économie et du travail poursuivra l'étude détaillée du projet de loi n° 59, Loi modernisant le régime de santé et de sécurité du travail, aujourd'hui, après les affaires courantes jusqu'à 13 heures et de 14 heures à 16 h 30, à la salle Marie-Claire-Kirkland;

La Commission de l'aménagement du territoire poursuivra, par visioconférence, les consultations particulières sur le projet de loi n° 49, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives, aujourd'hui, après les affaires courantes, pour une durée de 1 h 40 min, et de 14 h 30 à 15 h 15;

La Commission des relations avec les citoyens procédera à l'étude des crédits budgétaires 2021-2022 du volet Aînés et proches aidants du portefeuille Santé et Services sociaux le mardi 27 avril, de 10 heures à midi, à la salle Marie-Claire-Kirkland;

La Commission de l'économie et du travail procédera à l'étude des crédits budgétaires 2021-2022 du volet Emploi et solidarité sociale du portefeuille Travail, Emploi et Solidarité sociale le mardi 27 avril 2021, de 9 h 30 à midi, à la salle Pauline-Marois;

La Commission des institutions entreprendra l'étude des crédits budgétaires 2021-2022 du volet Justice du portefeuille Justice le mardi 27 avril 2021, de 9 h 30 à midi, à la salle du Conseil législatif;

La Commission des finances publiques entreprendra l'étude des crédits budgétaires 2021-2022 du volet Finances du portefeuille Finances le mardi 27 avril 2021, de 9 h 15 à midi, incluant une suspension de 15 minutes, à la salle de l'Assemblée nationale.

Merci, M. le Président.

Le Président : Et, pour ma part, je vous avise que la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail aujourd'hui, de 13 h 15 à 13 h 45, à la salle Marie-Claire-Kirkland, afin de statuer sur la possibilité que la commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant l'accessibilité des personnes handicapées aux commerces de proximité.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Nous passons à la rubrique Renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Je vous rappelle que, lors de l'interpellation prévue pour demain, vendredi 23 avril 2021...

M. le leader du troisième groupe d'opposition, je m'excuse, allez-y.

M. Ouellet : Il n'y a pas de problème, M. le Président. Je n'ai pas l'habitude de me lever à cette rubrique, mais j'aimerais qu'on saisisse aujourd'hui une opportunité. C'est la journée mondiale de la Terre qui se tient, et un important sommet aussi va se tenir à la demande du président Joe Biden. On pense que c'est la journée idéale, justement, pour débattre des changements climatiques et des moyens pour atteindre nos cibles de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

Hier soir, lorsqu'on a été mis au courant que le gouvernement n'avait rien au menu aujourd'hui au salon bleu, par souci de prévisibilité et surtout pour profiter de cette opportunité, on a proposé aux groupes parlementaires d'appeler le principe du projet de loi n° 194 déposé par mon collègue de Jonquière.

Donc, alors, je demande aujourd'hui aux collègues leaders, ici, de l'opposition mais du gouvernement si on pourrait appeler le projet de loi n° 194, son principe. On a du temps toute la journée, on serait prêts à en débattre, M. le Président.

Le Président : M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, M. le Président, quelques commentaires. Écoutez, on n'appellera pas le projet de loi. Vous savez, on m'a demandé, dans le cadre des négociations avec les oppositions, pour les travaux parlementaires, d'avoir de la prévisibilité. Ce que je fais, c'est que je transmets l'horaire le vendredi, comme il m'a été demandé par les différentes formations politiques.

Le leader du troisième groupe d'opposition nous demande d'appeler le projet de loi n° 194 aujourd'hui, M. le Président. On était supposés avoir cinq commissions parlementaires aujourd'hui. Il y en a une, hier, qui a pris fin. Donc, c'était prévu que le salon bleu soit occupé également.

Alors, il est loisible au troisième groupe d'opposition d'appeler le projet de loi n° 194 aux motions inscrites par les députés de l'opposition, conformément à l'article 97 du règlement. Et, conformément à l'article 96 du règlement, M. le Président, c'est le leader du gouvernement qui détermine l'agenda, M. le Président, pour le meilleur et pour le pire, j'imagine, au point de vue des collègues des oppositions.

Le Président : Merci. Je rappelle et je poursuis que, lors de l'interpellation prévue pour demain, vendredi 23 avril 2021, M. le député des Îles-de-la-Madeleine s'adressera à la ministre responsable de la Métropole et de la région de Montréal sur le sujet suivant : Les projets de transport en commun dans l'est de Montréal.

Affaires du jour

La période des affaires courantes étant terminée, nous allons maintenant passer aux affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

M. Jolin-Barrette : Oui, M. le Président. Est-ce que je me trompe ou le délai pour la transmission, M. le Président, des débats de fin de séance ne s'est pas écoulé?

Le Président : Il n'est pas terminé, effectivement.

M. Jolin-Barrette : Donc, je vous demanderais donc de suspendre nos travaux jusqu'à l'expiration de ce délai, M. le Président.

Le Président : Et je suspends nos travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 11 h 7)

(Reprise à 11 h 27)

Le Président : Mmes, MM. les députés, nous allons reprendre nos travaux, en fait, pour que je vous informe qu'un débat de fin de séance se tiendra aujourd'hui en application de l'ordre spécial. Il portera sur une question adressée par Mme la députée de Vaudreuil à la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation concernant l'absence de solutions du gouvernement caquiste pour freiner la surchauffe immobilière qui mine l'accès à la propriété des jeunes familles.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Caire : Oui, merci, M. le Président. Conséquemment à ce que vous venez de nous dire, je vous demanderais de suspendre nos travaux jusqu'à 13 heures pour la tenue de ce débat de fin de séance.

Le Président : Et, conséquemment à ce que vous venez de dire, je suspends donc nos travaux jusqu'à 13 heures pour la tenue de ce débat de fin de séance.

Les travaux sont donc suspendus.

(Suspension de la séance à 11 h 28)

(Reprise à 13 h 1)

Débats de fin de séance

Le Vice-Président (M. Picard) : Conformément à l'ordre spécial, nous allons maintenant procéder au débat de fin de séance. Il portera sur une question adressée par Mme la députée de Vaudreuil au ministre des Finances, en remplacement

de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation, concernant l'absence de solutions du gouvernement caquiste pour freiner la surchauffe immobilière qui mine l'accès à la propriété des jeunes familles.

Je vous rappelle que, conformément à l'article 310 du règlement, la députée qui a soulevé le débat et le ministre qui lui répond ont chacun un temps de parole de cinq minutes, et la députée a ensuite un droit de réplique de deux minutes.

Mme la députée de Vaudreuil, je vous cède la parole pour les cinq prochaines minutes.

Accès à la propriété

Mme Marie-Claude Nichols

Mme Nichols : Merci, M. le Président. Alors, oui, j'ai accepté de faire un débat de fin de séance. Je trouvais que c'était important de revenir sur le thème, qui est l'habitation au Québec, le logement au Québec.

On ne se le cachera pas... enfin, on ne se le cachera pas, tout le monde est prêt à dire qu'il y a une crise du logement au Québec, sauf le gouvernement de la CAQ. Ils ont refusé une motion, là, récemment, là, à cet effet-là, alors que partout, partout, partout, on parle aux citoyens, on lit les découpures de journaux, on lit les articles, il y a définitivement une crise du logement, mais une crise du logement qui se décline par l'accès à la propriété, par le logement social qui est... on n'en trouve plus, par le logement tout court, les prix déraisonnables du logement tout court. Donc, il faut définitivement agir, on est pressés, les citoyens nous contactent, on demande d'agir. Donc, on porte ici le message au gouvernement puis on leur demande un petit coup de pouce.

Vous comprendrez tout mon découragement, ce matin, quand j'ai pris connaissance de l'article dans *La Presse* de la ministre qui dit qu'il faut donner plus de responsabilités aux citoyens. Mais dans quel sens? On propose ici d'éduquer les citoyens. Éduquer les citoyens? Moi, j'ai reçu un courriel d'un papa, un jeune professionnel qui travaille dans une banque, un jeune professionnel de 30 ans qui a des enfants, qui, depuis deux ans, met des sous de côté, qui a ramassé 50 000 \$, qui est préapprouvé pour une maison à 450 000 \$, mais qui ne trouve rien d'accessible pour avoir un toit pour sa famille. Il y a plein de jeunes familles au Québec qui se cherchent un logement abordable, une maison abordable, puis il n'y en a pas. Il y a de la surenchère, puis ce n'est pas reconnu.

Puis, ce que nous répond le gouvernement, bien, le gouvernement nous répond : Bien, c'est le marché, c'est le marché de l'offre et de la demande. Quand on demande qu'est-ce qu'ils vont faire, là, particulièrement dans l'article de ce matin, c'est la ministre de l'Habitation qui nous dit... Qu'est-ce que vous allez faire? Bien, ça va arrêter tout seul. Quand on demande : C'est quoi, la solution? Éduquer les citoyens. La surenchère? On nous dit : «Bien, c'est merveilleux, Mme Laforest, parce qu'on investit au Québec, on ne voyage plus à l'extérieur, donc on investit dans l'habitation, [et] c'est très positif.» Fin de la citation. C'est une citation, une autocitation, donc je ne nomme pas... Alors, sincèrement, M. le Président, là, il faut être...

Le Vice-Président (M. Picard) : ...tout à l'heure, à la période de questions, qu'on ne doit pas... on doit la nommer par son titre quand même, dans l'article.

Mme Nichols : Oui, mais, dans l'article, c'est une autocitation, elle se cite. Enfin. Mais, peu importe...

Le Vice-Président (M. Picard) : Oui, non, mais... Allez-y. Allez-y, là.

Mme Nichols : Oui, oui. Merci, M. le Président. Donc, voilà, peu importe, là, on comprend le contenu. Tout ça pour dire qu'il faut vraiment être déconnecté du terrain pour ne pas voir cette crise qui nous frappe de plein fouet.

Puis je n'ose même pas penser au 1er juillet qui s'en vient. Le 1er juillet, là, vous le savez, au Québec, le 1er juillet, c'est la date de déménagement, hein, tout le monde, là, on le sait, là. Présentement, là, il y a des files d'attente humaines devant des logements, devant des quatre et demie à Verdun, pour avoir un appartement quatre et demie à 1 000 \$, 1 200 \$ par mois, un quatre et demie, il y a une file d'attente. Ça n'a aucun sens. Il y a définitivement, définitivement un problème. Les hausses moyennes des loyers, là, ont augmenté de pas loin de 15 % en un an. Les taux d'inoccupation des logements sont en hausse de 3 %. Ça prend une intervention, ça prend une intervention sur les trois niveaux. Bien sûr, là, on a regardé ça aller pendant trois ans, on n'a pas investi en habitation, on n'a rien fait, on attendait l'entente fédérale-provinciale. Là, elle est signée, là, mais il est trop tard. On a les sous, mais, le temps qu'on y arrive, bien, ça va être des jeunes familles qui vont se retrouver à la rue.

Vous savez c'est quoi, ma grande crainte, M. le Président? Je vais le partager, puis je n'aime pas ça, dire ça. Ma grande crainte, c'est qu'on se ramasse avec une... je vais peser mes mots, mais je vais dire une nouvelle gamme d'itinérants. J'ai bien peur qu'après le 1er juillet, là... L'année passée, il y avait 350 ménages qui n'avaient pas de toit sur la tête. J'ai bien peur que cette année on se ramasse avec une maman monoparentale et des enfants qui n'ont pas de logement, qui va se trouver un campement. Donc, j'ai le cœur brisé, quand je dis ça, mais j'ai vraiment l'impression qu'on va avoir cette nouvelle gamme de personnes sans logis.

C'est pour ça que je dis : Il faut intervenir. C'est pour ça que je demande au gouvernement de la CAQ de prendre des mesures. Il y en a, des outils, il y en a. Malheureusement, il n'y en a pas dans le budget, mais il y en a, des outils qui sont disponibles, tant pour l'accès à la première propriété, tant pour le logement social, tant pour le logement tout court. Il faut définitivement intervenir, M. le Président. Puis je le dis au nom des familles, au nom des jeunes familles : Bougeons.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée de Vaudreuil. M. le ministre des Finances, je vous cède la parole pour les cinq prochaines minutes.

M. Eric Girard

M. Girard (Groulx) : Bien, merci beaucoup. Merci pour l'occasion de débattre de cette importante question. Je vais séparer la question en deux points : les logements sociaux et, évidemment, l'immobilier.

Pour ce qui est de l'immobilier, c'est indéniable qu'il y a présentement au Québec une surchauffe et qu'il y a de la spéculation. Et je fais donc un appel à la prudence. Et c'est très important de ne pas faire d'achat émotif et de faire les vérifications nécessaires avant de faire les acquisitions, qui représentent, pour les familles, des parts extrêmement importantes du patrimoine.

Mais je veux parler tout de suite des logements sociaux puis je vais revenir. Les logements sociaux, l'opposition aime bien dire que nous ne sommes pas actifs dans les logements sociaux. Bien, voici ce que nous avons fait, M. le Président. Depuis notre élection, 700 millions d'investissement en logements sociaux, une entente avec le gouvernement fédéral qui attendait et qu'on a finalement signée, et, seulement dans le dernier budget, M. le Président, plus de 300 millions, et 5 500 unités seront créées grâce à cela. Donc, pour ce qui est des logements sociaux, nous répondons présent. Et il y a de la demande, il faut le faire, mais on le fait. On s'en occupe, de ce problème-là.

Pour ce qui est de l'immobilier, oui, il y a de l'euphorie. Il y a une partie qui est cyclique, qui est liée à la pandémie et qui devrait s'estomper avec le retour d'une... lorsque l'économie ouvrira. La demande est très forte pour l'augmentation d'espace, pour des maisons plus grandes, pour l'achat de propriétés parce qu'on ne voyage plus, et on travaille de la maison, puis on fait l'école de la maison. Alors, il y a un aspect qui est cyclique. Il y a aussi le fait que les mesures d'aide du gouvernement étaient tellement importantes — des gouvernements — que le revenu disponible est en hausse de 10 %, M. le Président. Et l'autre point, bien, c'est, évidemment, les taux d'intérêt, qui étaient extrêmement bas en raison de la crise. Et là la situation se normalise déjà. On a vu, le bas des taux d'intérêt est derrière nous. La Banque du Canada est consciente qu'il y a de la spéculation dans le marché immobilier puis qu'il y a une surchauffe, et déjà les marchés s'ajustent, puis les taux d'intérêt ont bougé. Ça, c'est l'aspect cyclique.

Qu'est-ce qu'on peut faire? D'abord, dans l'immobilier, il y a beaucoup... des acteurs qui sont, d'abord, la Société canadienne d'hypothèques et de logement, dans les hypothèques assurées, les banques à charte, Desjardins et leurs régulateurs, le Bureau du Surintendant des institutions financières et l'AMF. Alors, ce qu'on veut faire, c'est qu'on veut limiter l'endettement des citoyens, et ça, ça se fait avec la mise de fonds, la limitation de l'amortissement. Alors, au Québec, on ne peut pas acquérir — et au Canada — acquérir une propriété sans assurer son hypothèque, à moins de mettre 20 % de mise de fonds, puis l'amortissement maximum, c'est 25 ans, et il faut, pour emprunter, pouvoir rencontrer deux ratios, le ratio des paiements hypothécaires à votre revenu brut mensuel, et vous devez... un autre ratio, qui est la somme de vos paiements associés à votre dette, à votre revenu brut. Et là ce qu'on va faire... Et l'AMF a bien publié un projet de règlement avec commentaires pour le 7 mai, et le BSIF, pour sa part, au fédéral, a indiqué que ça pourrait être implanté rapidement. Alors, il s'agit de limiter l'endettement en imposant un taux d'intérêt de qualification de l'ordre de 5,25 % ou... le plus haut entre le taux hypothécaire du marché plus 2 % ou 5,25 %. Alors, ça va tempérer l'endettement, M. le Président. Et ça, ça va être très positif, et c'est un geste concret.

• (13 h 10) •

L'opposition nous proposait, dans le passé, des taxes sur les acheteurs étrangers, mais les acheteurs étrangers sont très peu présents dans le marché au Québec, c'est moins de 3 %.

L'autre chose qu'on regarde, c'est une mesure microprudentielle. C'est important que les gens conservent leur droit d'inspecter les propriétés. Il faut être prudent, parce que l'achat d'une propriété, c'est l'élément le plus important du patrimoine des particuliers. Et j'encourage tout le monde à faire les vérifications nécessaires, d'agir avec prudence avant d'acquérir une propriété. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, M. le ministre. Mme la députée de Vaudreuil, vous disposez d'un temps de parole de deux minutes.

Mme Marie-Claude Nichols (réplique)

Mme Nichols : Oui. Merci, M. le Président. J'entends les propos et les explications du ministre. Sincèrement, ça manque de conviction. Je n'ai pas l'impression qu'on prend pleinement conscience du problème.

Relativement aux achats étrangers, oui, c'est vrai, le Parti libéral l'a proposé, on n'en a pas tenu compte. Le gouvernement fédéral vient de le faire, ils vont récupérer pas moins de 700 millions à travers le Canada, hein? Si on pouvait juste, le Québec, en récupérer 150 millions, c'est quand même assez significatif.

Écoutez, j'ai tout simplement envie de vous dire qu'un investissement immobilier, là, c'est un rêve pour plusieurs familles. Ce n'est pas juste un investissement, c'est un toit, c'est une résidence, c'est un lieu de rassemblement important, voire essentiel pour toutes les familles, toutes les familles du Québec. C'est n'importe quoi quand on vient nous dire que le fardeau est... Je trouve que c'est n'importe quoi quand on vient mettre le fardeau sur les Québécois puis quand on vient leur dire : Ne faites pas des achats émotifs. Un achat émotif, là, il faut comprendre, là, qu'une maison, là, oui, il y a un besoin, hein, il y a un besoin, on a besoin d'avoir un toit. C'est même un droit essentiel, en 2021, d'avoir un toit. Donc, besoin essentiel puis ne pas faire d'achat émotif, là, bien, à un moment donné, là, l'émotion prend le dessus, puis on veut que notre famille ait quelque chose en haut de la tête. Donc, permettez-moi de soupirer quand j'entends ça. Mais j'invite le ministre à aller parler avec les jeunes familles, le problème va être vraiment moins théorique. Quand on va sur la rue, la réalité, ça frappe de plein fouet.

Ce que je comprends, malheureusement, c'est que le gouvernement n'a pas de volonté et n'a pas d'idée pour aider les jeunes familles. Je trouve ça vraiment dommage. Puis, je le rappelle, nous, on en a des idées. Moi, je suis porte-parole de l'opposition officielle en matière d'habitation. J'en ai, des idées à soumettre. Puis il y a des choses qu'on peut faire rapidement pour aider les jeunes familles du Québec qui veulent acquérir une propriété et qui veulent avoir un logement. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci, Mme la députée de Vaudreuil. Pour la suite de nos travaux, M. le leader adjoint du gouvernement.

Ajournement

M. Caire : Oui, merci, M. le Président. Je fais motion pour que vous ajourniez nos travaux au mardi 27 avril, à 13 h 40, M. le Président.

Le Vice-Président (M. Picard) : Merci. En application de l'ordre spécial, j'inviterais les leaders parlementaires à m'indiquer le vote de leurs groupes sur cette motion. M. le leader adjoint du gouvernement?

M. Caire : Pour.

Le Vice-Président (M. Picard) : Mme la députée de Vaudreuil?

Mme Nichols : Pour.

Le Vice-Président (M. Picard) : Je vous remercie. Cette motion est adoptée.
En conséquence, nous ajournons nos travaux au mardi 27 avril 2021, à 13 h 40.

(Fin de la séance à 13 h 14)